



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 11 février 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METHA MAUGES (SAS)
700 La Dauderie
LE PUISET DORÉ
49600 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE

Références : 2023_11_30 Rapport Inspection METHA MAUGES JALLAIS

Code AIOT : 0006310682

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement METHA MAUGES (SAS) implanté 502 Le Verzeau - JALLAIS - 49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle de l'installation après le démarrage de l'installation et dans le cadre de l'action nationale méthanisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METHA MAUGES (SAS)
- 502 Le Verzeau - JALLAIS - 49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0006310682
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Il s'agit d'une installation de méthanisation collective, regroupant 21 exploitations agricoles et traitant majoritairement des effluents d'élevage auxquels sont ajoutés des matières végétales de type déchets végétaux, issues de silos, menues-paille. L'installation est soumise au régime de l'autorisation et son fonctionnement a démarré fin octobre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés

par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative de l'installation	Décret du 6/06/2018, article Annexe	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10 (sauf 2 ^{ème} phrase et suivantes de l'alinéa 4)	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8, alinéas 8 et suivants	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
23	Contrôle périodique des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 3.7	Lettre de suite préfectorale	2 mois
24	Séparation de phase des digestats et hygiénisation des digestats	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, articles 6.2.2 et 6.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Épuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27 bis	Sans objet
5	Canalisations, dispositifs d'ancrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	Sans objet
20	Responsabilités partagées avec les éleveurs adhérents	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.4.7	Sans objet
25	Gestion des déchets liés aux installations	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 6.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nature et origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.4.1	Sans objet
3	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25	Sans objet
6	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
11	Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis	Sans objet
13	Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42, sauf : - point I, alinéa 5, dernière phrase	Sans objet
14	Rétention et isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 43	Sans objet
15	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 43 bis	Sans objet
16	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37	Sans objet
17	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Sans objet
19	Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 7.4	Sans objet
21	Contrôle de l'accès à l'installation	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.5.5	Sans objet
22	Surveillance de l'établissement et de ses émissions	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.6.3	Sans objet
26	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre divers justificatifs au service d'inspection, afin de compléter le contrôle physique du site (cf suite du rapport).

Les consignes relatives à la prévention des risques doivent être formalisées rapidement, ainsi que le programme de maintenance préventive.

L'équipement d'hygiénisation ne fonctionnant plus, l'inspection demande à l'exploitant de rapidement mettre en place une solution alternative afin que les digestats puissent néanmoins faire l'objet d'une séparation de phase, pour ne pas accentuer le problème de capacité de stockage des digestats.

La SAS METHA MAUGES doit présenter les solutions pour permettre une gestion la plus maîtrisée possible des digestats jusqu'au 1^{er} février 2024, en recherchant en premier lieu, des solutions de stockage complémentaires, et si cela s'avère nécessaire, en demandant aux adhérents de déposer une demande de dérogation auprès de la DDT pour des épandages en dehors du calendrier d'épandage autorisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Décret du 6/06/2018, article Annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classement et régime ICPE applicables
Prescription contrôlée : Nomenclature des installations classées Rubriques : 2781 4310 3410 3532
Constats : L'installation a été mise en route en août 2022 et l'injection de bio-méthane a démarré le 26 octobre 2022. La quantité totale de matières premières traitées sur le site au cours de la 1 ^{ère} année représente 45 000 tonnes, soit 12 % de plus que la capacité maximale définie par l'arrêté préfectoral pour les rubriques 3532 et 2781. Actuellement, le site atteint la Cmax d'injection de 150 Nm ³ /h de bio-méthane, soit 3 600 Nm ³ /jour de biométhane, ce qui correspond à la capacité maximale de production de biogaz prévue (7 200 Nm ³ /jour). Une demande d'augmentation de la Cmax a été déposée auprès de la DREAL. La quantité totale de gaz inflammables susceptible d'être présente sur le site était fixée à 8,5 t (rubrique 4310-2). Néanmoins, au regard des évolutions apportées sur le site (notamment la couverture nénuphar sur le stockage de digestats), un nouveau calcul doit être réalisé en prenant en compte tous les ciels gazeux, canalisations et équipements pouvant contenir du gaz, notamment en cas d'impossibilité d'injection du biogaz sur une période de plus 8h. La rubrique 4310 doit faire l'objet d'un nouveau calcul de capacité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Nature et origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants : - déjections animales - matières végétales et déchets végétaux, - lait, produits issus du lait ou de la fabrication de produits laitiers. Les matières sont collectées dans le 49, 79, 44 et 85.
Constats : Les matières premières traitées sont en très grande majorité des fumiers et des lisiers, avec un apport de 3 000 à 4 000 tonnes de végétaux sous forme de CIVE, résidus d'ensilage et autres résidus végétaux. Selon les propos du responsable de site, aucune culture principale n'a été introduite dans le méthaniseur. Les intrants sont conformes à l'arrêté préfectoral et au dossier. Les matières sont collectées en très grande majorité dans le Maine-et-Loire, et en petite partie dans le reste de la région Pays-de-la-Loire ou dans le 79.

Le registre d'entrée des matières premières traitées sur le site est à transmettre à l'inspection dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée : L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés. Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Constats : Un contrôle d'étanchéité (absence de fuite de biogaz) a été réalisé au démarrage du site. Celui-ci a montré que certaines canalisations ou équipements présentaient des fuites de biogaz. Des actions correctives ont été engagées par les différents équipementiers et par le constructeur de l'installation.</p> <p>Suite au contrôle, l'exploitant a transmis le 6/12/2023 un dossier de porter à connaissance afin de démontrer la conformité de l'installation aux conditions fixées par les arrêtés qui s'appliquent à l'installation.</p> <p>Un devis a été transmis à l'inspection pour la réalisation des contrôles de fuite semestriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Épuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée : Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : - 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm³ /h. À compter du 1^{er} janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit. - 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm³ /h. À compter du 1^{er} janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.</p> <p>Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.</p> <p>Constats : Ce point n'ayant pu être contrôlé lors de l'inspection physique, l'évaluation annuelle des émissions de biométhane par le système d'épuration du biogaz doit être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Canalisations, dispositifs d'ancrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée : Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.</p> <p>Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.</p>

Constats : Le contrôle visuel n'a pas permis d'identifier des non-conformités sur ce point. Des justificatifs portant sur la qualité des matériaux, notamment leur insensibilité à la corrosion des canalisations, de la robinetterie et des joints d'étanchéité sont attendus par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.
Constats : Aucune canalisation de biogaz ou de biométhane (hors local de combustion ou d'épuration) n'est positionnée dans un local accueillant des personnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 41
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.
Constats : Le teneur en CH ₄ et en H ₂ S du biogaz est mesurée quotidiennement sur le site. Les conditions de calibrage et d'étalonnage n'ont pas été vérifiées, l'installation fonctionnant depuis seulement 1 an. À noter que ces équipements devront être intégrés au programme de maintenance préventive à mettre en place sur le site. La teneur en H ₂ S du biogaz se situe entre 300 et 450 ppm. Cette valeur est supérieure à la valeur fixée par l'arrêté préfectoral qui prévoit que la teneur maximale en H ₂ S soit de 300 ppm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10 (sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu

selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations existantes au 1^{er} juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1^{er} janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

Constats :

L'installation dispose d'une torchère sur site pour la destruction du biogaz si besoin.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection un justificatif des caractéristiques de l'équipement de type arrête-flamme mis en place sur la torchère.

La torchère est installée à bonne distance des équipements de méthanisation (prétraitement, digesteur, post digesteur) ainsi que des unités connexes (local électrique, local technique, chaudière..).

En l'absence de programme de maintenance préventive formalisée sur le site, les mesures de gestion mises en place pour faire face à un éventuel pic de production de biogaz ne sont pas formalisées.

Néanmoins, la torchère est asservie au taux de remplissage des ciels gazeux, avec mise en route automatique entre 95 et 98 % de remplissage. Ensuite, les soupapes de sécurité se mettent également en marche.

À noter que le torchage a été nécessaire au démarrage de l'installation jusqu'à ce que la qualité du biogaz corresponde aux exigences du gestionnaire de réseau SOREGIES. En complément, il est à noter une période de torchage de 11 jours consécutifs pendant la période estivale en lien avec un arrêt de fonctionnement de la laiterie LAITA. De plus, le poste d'injection présente des coupures 2 à 3 fois par mois, en fonction de la durée d'indisponibilité du poste d'injection, le torchage peut parfois être nécessaire (capacité de stockage de 8 h de biogaz actuellement).

Au regard du torchage de longue durée de l'été, des propositions doivent être transmises à l'inspection pour qu'un tel épisode ne puisse pas se renouveler.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8, alinéas 8 et suivants

Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation

Prescription contrôlée :

Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi

<p>qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'une façon générale, les procédures/consignes relatives à la prévention des risques ne sont pas rédigées et donc non disponibles sur le site.</p> <p>Néanmoins, les zones ATEX sont bien identifiées sur le site avec des pictogrammes et également le pictogramme interdisant l'apport de feu. Des permis d'intervention et des permis feu ont été délivrés lors des interventions le nécessitant sur le site.</p> <p>Le plan affiché à l'entrée du site n'est qu'un plan de circulation, il ne présente pas les zones ATEX, ni les vannes de coupure de gaz ou encore le positionnement des moyens d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>Le plan affiché dans le bâtiment reste lui aussi très incomplet, toutes les ATEX ne sont pas identifiées, ni les vannes de coupure gaz ou des fluides autres, ni les extincteurs répartis sur le site.</p> <p>Les puits de condensats, au regard du risque ATEX et du risque toxique, doivent également être représentés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Programme de maintenance préventive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage</p>

<p>tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.</p> <p>Constats : Le programme de maintenance préventive n'est pas formalisé.</p> <p>Il est rappelé qu'il doit notamment prendre en compte : le contrôle des installations électriques, la vérification périodique des canalisations, mélangeurs et tous les équipements de sécurité, la maintenance des soupapes de sécurité, le contrôle des capteurs (avec calibrage et étalonnage réguliers), le contrôle semestriel de l'étanchéité des installations....</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>
--

N° 11 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'astreinte est assurée par 4 salariés de la SAS METHA MAUGES, dont les 2 responsables de sites, un salarié en charge de la maintenance et un chauffeur. Ils ont une connaissance précise de la conduite de l'installation, des dangers inhérents à l'installation et aux procédures d'urgence. Ces personnels habitent dans un rayon proche des 2 installations de la SAS METHA MAUGES, afin de permettre une intervention dans le délai de 30 minutes prévu par les textes réglementaires.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local</p>

contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.

Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.

L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).

Constats :

Sur le site, deux zones ATEX ne sont pas correctement identifiées, la torchère et le puits de condensat situé à côté de l'épurateur de biogaz.

Le plan présent à l'entrée du site ne localise pas les zones ATEX du site, il s'agit uniquement d'un plan de circulation. Le plan situé dans le bâtiment ne recense pas non plus toutes les zones ATEX de l'installation. Les zones présentant un éventuel risque toxique ne sont pas non plus reportées sur les plans.

Les zones confinées présentent des détecteurs de CH₄, associées à une alarme visuelle et sonore. Les installations électriques des dispositifs de ventilation, de sécurité et les équipements de surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique, qui fait l'objet d'un contrôle régulier de son fonctionnement.

Des installations électriques sont situées dans le local situé en sous-sol. Structurellement, ces installations ne peuvent pas être protégées d'un éventuel débordement de digestats.

Le programme de maintenance préventive, à mettre en place, devra prendre en compte la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Réentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42, sauf : - point I, alinéa 5, dernière phrase

Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux

Prescription contrôlée :

I. -Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (...) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la

capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée *a minima* tous les 5 ans.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

III. - À l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres / seconde.
- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres / heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 m. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV. - Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses (...) est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI. - Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1/07/2021, l'exploitant recense dans un délai de 2 ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre au point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en 4 tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement 4, 6, 8 et 10 ans après le 1/07/2021.

Constats :

La capacité de rétention de l'installation correspond à 100 % de la plus grosse cuve (installation réglementée avant la révision de l'AMPG).

La rétention a évolué par rapport au dossier d'enquête publique, le dossier de porter à connaissance doit apporter un éclairage concernant les caractéristiques d'étanchéité de la rétention (ce point sera vérifié lors de l'instruction du porter à connaissance déposé après l'inspection).

La rétention est fermée en permanence. La vanne manuelle est ouverte sous le contrôle d'un opérateur pour permettre l'évacuation des eaux pluviales.

Les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage avec un regard de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rétention et isolement des eaux accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 43

Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques de pollution ds milieux

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Constats : L'installation dispose d'une rétention étanche permettant de recueillir en même temps les eaux d'incendie, les eaux pluviales souillées, ainsi que le débordement en digestats de la plus grosse cuve.</p> <p>L'orifice de cette rétention est en position fermée par défaut. En cas de pluie, le bassin est vidangé gravitairement sous le contrôle d'un salarié avec vérification visuelle de la qualité de l'eau. L'ouverture de la vanne de vidange nécessite une intervention humaine.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 15 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 43 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques de pollution des milieux
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.</p> <p>Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p> <p>Constats : Le réseau de collecte des eaux pluviales est de type séparatif. Les eaux pluviales souillées (zone de sortie de silos, zone de dépotage des lisiers et de reprise du digestat) sont envoyées vers le</p>

méthaniseur. Les eaux pluviales non souillées sont envoyées vers un débourbeur/déshuileur avant de rejoindre le bassin de confinement fermé. Après vidange sous contrôle d'un opérateur du bassin de confinement, les eaux pluviales non souillées rejoignent le bassin de régulation des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local de la chaudière dispose d'une ventilation haute et basse permettant en tout temps un balayage de l'atmosphère du local. Ce local est équipé d'un détecteur de fumée et d'un détecteur de gaz (CH₄, H₂S et CO), avec alarme sonore et visuelle. Le local technique situé en sous-sol est également équipé d'un système de ventilation fonctionnant en permanence, afin d'éviter la formation d'une éventuelle atmosphère ATEX.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2023, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant (...) réalise un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant. Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser (...). Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude, doit être compatible avec l'objectif suivant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation (...) dans un rayon de 3 000 m des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5uoE /m³ plus de 175 h /an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants (...). L'arrêté préfectoral peut fixer la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles effectifs des débits d'odeurs. (...) L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les 3 ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent (...) la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'IIC un registre des plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations (...) : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. L'exploitant tient à jour et joint au dossier un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.(...) Sans préjudice des dispositions du</p>

Code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes ...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible (...). À cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à 24h, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés. Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche (...). La zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site. Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents, volatils ou odorants sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une étude odeur qui a été transmise à l'inspection le 4/09/2023 par courriel. La campagne a été réalisée le 1^{er} juin 2023 par le bureau d'études IRH conseil en respectant la norme NF EN16481. Cette étude conclue au fait que le bruit de fond olfactif environnemental, dans les conditions observées, était neutre au regard des relevés olfactifs hors site.

Lors de l'inspection, des odeurs liées au stockage du digestat liquide ont pu être ressenties à proximité de la fosse, ainsi que des odeurs à proximité du stockage des intrants. Aucune odeur marquée n'a été relevée en dehors des limites de site le jour du contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2020, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Documents à transmettre à l'inspection

Prescription contrôlée :

Article 2.2 : Contrat signé avec un prestataire devant accompagner l'exploitant dans le suivi des exigences définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation au cours des 3 années qui suivent le démarrage de l'installation (à transmettre dans le mois suivant le démarrage de l'activité).

Constats :

Le justificatif du contrat signé avec le bureau d'études choisi par l'exploitant pour l'accompagner dans le suivi des exigences définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation au cours des 3 années qui suivent le démarrage de l'installation doit être transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2020, article 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Documents à transmettre à l'inspection

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après la mise en service, réaliser une première étude acoustique

Constats :

L'exploitant a réalisé une étude de bruits qui a été transmise à l'inspection le 6/12/2023 après la visite d'inspection. Les mesures de niveaux sonores montrent que le site de production est conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral, en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Responsabilités partagées avec les éleveurs adhérents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Conventions entre SAS METHA MAUGES et les éleveurs adhérents

Prescription contrôlée :

Des conventions sont signées entre les agriculteurs et METHA MAUGES avant le démarrage de

<p>l'installation. Ces conventions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site de méthanisation.</p> <p>Ces conventions définissent les obligations de chaque partie, a minimal, sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de collecte et de transport des matières premières, - les conditions d'acceptation de ces matières par l'unité de méthanisation, - les exigences sanitaires applicables à ces matières et les modalités d'information régulière du site de méthanisation sur le statut sanitaire des élevages adhérents, - les volumes d'effluents collectés annuellement et les catégories d'effluents pris en charge, - les conditions de mise à disposition des bordereaux obligatoires lors de la cession d'effluents agricoles, bordereaux exigés par l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, - les volumes de digestats liquides et solides qui seront attribués aux éleveurs adhérents, - les conditions de stockage des digestats liquides et solides et les capacités de stockage de l'éleveur adhérent ; - les conditions d'utilisation et d'épandage des digestats. - les responsabilités partagées liées aux sites de stockage de digestats utilisés par plusieurs éleveurs adhérents.
<p>Constats :</p> <p>Les conventions signées avec les adhérents de l'installation doivent être transmises à l'inspection afin de vérifier le respect des exigences de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 21 : Contrôle de l'accès à l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.</p> <p>Une signalisation verticale est mise en place sur la RD15 par l'exploitant, conformément aux consignes du Conseil départemental de Maine-et-Loire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une clôture d'une hauteur de 2 m a été mise en place autour de l'installation et un accès principal a été aménagé pour les apporteurs de matières premières ou les camions servant au transfert des digestats.</p> <p>Une signalisation verticale a été mise en place sur la RD15 par l'exploitant, conformément aux consignes du conseil départemental du Maine-et-Loire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Surveillance de l'établissement et de ses émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 2.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en application de l'arrêté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le démarrage de l'installation, l'exploitant procède à un récolement des dispositions du présent arrêté. L'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté. Ce bilan précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.</p> <p>Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le porter à connaissance établissant la conformité des installations aux obligations réglementaires a été transmis à la DDPP après l'inspection, le 6/12/2023. Ce dossier fera l'objet d'une instruction.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 23 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des NEA-MTD et fréquences de surveillance
Prescription contrôlée : Respect des exigences de l'AP concernant les rejets de l'installation de combustion, du biofiltre et des rejets offgaz.
Constats : La fosse de stockage des digestats est équipée d'une couverture dite "nenufar" qui ne couvre pas la totalité de la surface du stockage. Cette couverture a permis de capter 11 824 Nm3 de biogaz depuis le démarrage du site. L'exploitant s'était engagé à couvrir complètement le stockage des digestats dans le cadre du respect des meilleures techniques disponibles définies par le BREF WT. De plus, l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2009 applicable aux installations de méthanisation soumises à autorisation prévoit que les stockages de digestats et liquides soient couverts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Séparation de phase des digestats et hygiénisation des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 6.2.2 et 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des digestats
Prescription contrôlée : Les digestats issus de la méthanisation subissent une séparation de la phase solide et de la phase liquide dans un bâtiment dédié sous aspiration d'odeurs. La totalité des digestats bruts fait l'objet d'une hygiénisation, à savoir un traitement thermique en cuve fermée à 70° C, pendant une heure minimum. L'hygiénisation des digestats fait l'objet d'enregistrements consultables sur le site de méthanisation.
Constats : L'équipement d'hygiénisation, après de très nombreuses pannes qui se sont succédées depuis le démarrage du site, ne fonctionne plus sur le site. Cet équipement étant un passage obligé des digestats pour rejoindre l'équipement de séparation de phase, les digestats ne subissent plus de séparation de phase. En conséquence de ces dysfonctionnements, la quantité de digestats liquides devant être stockée pendant la période hivernale a progressé de près de 15 %. Les pluies conséquences de cet automne ont accentué le problème de stockage. Sur ce point, des recherches de solutions de stockage sont en cours pour les 2 sites de la SAS METHA MAUGES, les adhérents ont été sollicités en ce sens. À noter que les digestats liquides sont des effluents de type II au titre de la directive nitrates et qu'à ce titre, ils doivent respecter le calendrier d'épandage des programmes d'actions nitrates. Il n'existe pas de système dérogatoire pour les digestats, mais au regard de la forte pluviométrie de l'automne 2023, la DDT a diffusé un document permettant de faire des demandes de dérogation au cas par cas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 25 : Gestion des déchets liés aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Sortie du statut de déchets – Analyse et surveillance des digestats
Prescription contrôlée : L'exploitant envisage la sortie du statut de déchets des digestats produits en application du cahier des charges définis par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 approuvant un cahier des charges pour la mise

sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricole en tant que matières fertilisantes. L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il commercialise les digestats obtenus en tant que matières fertilisantes, dans un délai de 15 jours après la commercialisation des premiers lots. À compter de cette déclaration à l'inspection des installations classées, l'exploitant respecte les conditions définies par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 susvisé, notamment celles relatives aux auto-contrôles, à la traçabilité des produits sur le marché et à l'étiquetage de ces produits.

Avant de quitter l'installation de méthanisation, les produits doivent respecter les limites fixées par les tableaux 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 susvisé, en termes de teneurs maximales en éléments traces minéraux et de micro-organismes pathogènes.

Ces analyses portent sur tous les critères devant figurer sur le document d'accompagnement du produit commercialisé, tel que défini par le point IV-III du cahier des charges défini par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 susvisé, et notamment :

- le pourcentage de matières sèches ;
- le pourcentage de matière organique ;
- le pourcentage d'azote total ;
- le pourcentage de P₂O₅ total ;
- le pourcentage de K₂O ;
- le rapport C/N.

Les digestats sont analysés selon la fréquence définie dans le tableau ci-dessous, ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments traces minéraux.

La fréquence minimale d'analyse des digestats respecte les prescriptions suivantes :

- Digestat solide :

12 analyses agronomiques par an

1 analyse "éléments-traces minéraux"

2 analyses micro organismes pathogènes

- Digestat liquide :

12 analyses agronomiques par an

1 analyse "éléments-traces minéraux"

2 analyses micro organismes pathogènes

Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les matières premières réceptionnées par la SAS METHA MAUGES répondent au cahier des charges CDC DIG. L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'ensemble des analyses réalisées sur les digestats au cours de cette première année de fonctionnement (analyses agronomiques, éléments -traces minéraux et bactériologiques).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 26 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 2/07/2020, article 10.2

Thème(s) : Situation administrative, Comité de suivi

Prescription contrôlée :

En étroite concertation avec la mairie de BEAUPREAU-EN-MAUGES, la société METHA MAUGES consulte et informe régulièrement et autant que de besoin, un comité de suivi du site de méthanisation. Ce comité de suivi est composé, *a minima*, de riverains, d'élus et de représentants de la société METHA MAUGES.

Ce comité de suivi est tenu informé du bilan de fonctionnement de l'installation et des résultats d'autosurveillance menée par la société METHA MAUGES, ainsi que des modifications qu'elle envisage d'apporter à ses installations et enfin, des incidents ou accidents survenus à l'occasion de leur fonctionnement.

Constats :

Malgré l'absence de mise en place d'un comité de suivi localement, la SAS METHA MAUGES a des échanges réguliers avec les riverains et aucune difficulté particulière n'a été signalée.

La DDPP n'a pas reçu de plaintes pour le site exploité à JALLAIS.

Type de suites proposées : Sans suite